

parlé. Nous serons heureux d'approfondir, s'il y a lieu, n'importe lesquels de ces problèmes et je suis persuadé que Monsieur Craigs, dans toute son expérience, pourra en mentionner plusieurs autres.

Le sénateur Pearson: Puis-je poser une question maintenant?

Le vice-président: Cela dépend de vous, mais maintenant c'est au tour de M. Craigs de bien vouloir prendre la parole et ensuite poser des questions.

Le sénateur Pearson: Je désirerais simplement savoir dans quelle proportion l'organisation volontaire exerçait son rôle à travers la province de l'Ontario. Est-ce qu'elle la prend en charge complètement, de l'ouest à, disons Kenora et Sudbury?

M. Pierce: Peut-être, la façon la plus simple de répondre est que nous travaillions fréquemment sur une variété de conférences analogues à celles se rapportant à la société mais cela est relié à l'effort de faire participer les gens à un débat public basé sur les besoins sociaux de l'Ontario. Avec l'aide du gouvernement provincial, nous patronnons, comme associés, une série de conférences régionales, en ayant leur personnel et le nôtre travaillant de pair. La première conférence aura lieu environ dans trois semaines. Cette année, nous en aurons six. Il y en aura trois au nord de l'Ontario, une à Kénora, une à Thunder Bay, couvrant le nord-ouest entièrement. Evidemment, ceci est très général, mais nous représentons une organisation provinciale et nous essayons de renforcer (les terrains) l'intérêt local. L'autre réunion aura lieu à Sudbury en septembre prochain. Ces projets vont bon train et comprendront l'agglomération des districts d'Algoma, de Sudbury et de Manitoulin. Nous utilisons des endroits comme (community colleges) qui représentent un nouveau genre de ressources dans notre série d'agences, se range du côté public et privé. Au sud de l'Ontario nous aurons une réunion dans l'agglomération de Guelph-Wellington, une autre à Peel et à Halton. Il existe une formation variée de l'agglomération de l'est, où nous en aurons une à Belleville comprenant quatre comtés. On y remarque une participation publique et volontaire et tout marche à merveille. Si ça ne répond pas à votre question, je serais heureux de discuter un peu plus là-dessus.

Le sénateur Pearson: Comment fournissez-vous à cette organisation, le nerf de la guerre?

M. Pierce: En dollars, nous avons des crédits provenant en partie à travers de l'Ontario. L'an dernier, nous avons obtenu \$65,000. des "United

Appeals", d'un budget estimé approximativement à \$120,000., mais l'organisme "United Appeal" de Toronto en a fourni presque \$40,000. Nous n'avons pas été aussi chanceux que nous aurions aimé l'être en persuadant les autres de nous appuyer. Le gouvernement provincial fait un profit de \$28,000 par année. Nous obtenons à peine 10% du Sociétariat. Nous avons des engagements ici et ailleurs et nous possédons un montant très superficiel, dépendant de ce qu'on nous demande de faire, des frais de services etc; si nous entreprenons une étude pour une agence ou une communauté, parfois elles sont capables de contribuer à nos coûts.

Le sénateur Pearson: Merci.

Le vice-président: M. Craigs.

M. J. H. Craigs, Membre, Comité exécutif et conseiller d'administration, Conseiller du Bien-être de l'Ontario: M. le Président, honorables Sénateurs, je n'ai pas l'intention de parler longtemps. Probablement tout ce que je dirai sera plus explicatif qu'autre chose. L'organisation dont j'ai l'honneur de représenter est le syndicat de travail de l'Ontario qui à sa définition de syndicat ouvrier, totalise 600,000 membres dans la Province de l'Ontario. Vous ne serez nullement étonnés de constater que mes commentaires seront dirigés généralement vers la classe ouvrière.

La classe ouvrière confronte un problème extrêmement important, parce qu'elle fait partie d'une agglomération où elle vit presque au jour le jour; la marge qui la sépare d'un désastre total au point de vue économique, social, familial et autre est d'une importance vitale. Il est ironique de dire que la classe ouvrière est toujours victime d'une exploitation exagérée. Malgré les lois qui visent à protéger les gens de l'exploitation, il y a néanmoins pas mal de gens qui se dépensent trop.

Le problème de la classe ouvrière est le suivant: lorsqu'ils travaillent sérieusement, ils se trouvent invariablement dans des petites entreprises où la surveillance des inspecteurs fait défaut; tandis que dans les grandes usines il est facile de détecter les infractions concernant la santé, les conditions de travail et les salaires minimales. Cependant, dans l'industrie vestimentaire où l'emploi rayonne de sécurité, il existe beaucoup d'ateliers où les ouvriers sont exploités, un terme qui ne vous sera pas étrange. Il y a aussi dans cette catégorie des boulangeries, toutes sortes d'entreprises de courtage, de petits entrepreneurs, de sous-entrepreneurs (la liste est presque interminable).

La classe ouvrière est sérieusement exploitée, et en plus, n'importe quel ennui d'ordre domestique, par exemple des enfants réfractaires, la maladie,